

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

Decreto do Presidente da República n.º 44/2003 de 2 de Agosto

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificado o Acordo de Alteração ao Protocolo Relativo aos Privilégios e Imunidades da Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite (EUTELSAT), adoptado e confirmado pela 26.ª Assembleia de Partes daquela Organização, que teve lugar em Cardiff, de 18 a 20 de Maio de 1999, aprovado, para adesão, pela Resolução da Assembleia da República n.º 65/2003, em 29 de Maio de 2003.

Assinado em 16 de Julho de 2003.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 23 de Julho de 2003.

O Primeiro-Ministro, *José Manuel Durão Barroso*.

Decreto do Presidente da República n.º 45/2003 de 2 de Agosto

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

É ratificada a Convenção entre a República Portuguesa e a República Islâmica do Paquistão para Evitar a Dupla Tributação e Prevenir a Evasão Fiscal em Matéria de Impostos sobre o Rendimento e respectivo Protocolo, assinados em Lisboa em 23 de Junho de 2000, aprovados pela Resolução da Assembleia da República n.º 66/2003, em 29 de Maio de 2003.

Assinado em 16 de Julho de 2003.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

Referendado em 23 de Julho de 2003.

O Primeiro-Ministro, *José Manuel Durão Barroso*.

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

Resolução da Assembleia da República n.º 65/2003

Aprova, para adesão, o Acordo de Alteração ao Protocolo Relativo aos Privilégios e Imunidades da Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite (EUTELSAT), adoptado e confirmado pela 26.ª Assembleia de Partes daquela Organização, que teve lugar em Cardiff, de 18 a 20 de Maio de 1999.

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar, para adesão, o Acordo de Alteração ao Protocolo Relativo aos Privilégios e Imunidades da Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite (EUTELSAT), adoptado e confirmado pela 26.ª Assembleia de Partes daquela Organização, que

teve lugar em Cardiff, de 18 a 20 de Maio de 1999, cujo texto, na versão autenticada em língua francesa e respectiva tradução para língua portuguesa, se publica em anexo à presente resolução.

Aprovada em 29 de Maio de 2003.

O Presidente da Assembleia da República, *João Bosco Mota Amaral*.

ACCORD PORTANT AMENDEMENT AU PROTOCOLE SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITE (EUTELSAT).

Les Parties au présent Accord:

Etant Parties à la Convention portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) ouverte à la signature à Paris le 15 juillet 1982 («la Convention»);

Etant également Parties au Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT), fait à Paris le 13 février 1987, («le Protocole»);

Notant que l'Assemblée des Parties d'EUTELSAT, à sa vingt-sixième réunion, a adopté des amendements à la Convention en vue de la transformation d'EUTELSAT, y compris des amendements à l'article xvii, c), de la dite Convention, en vertu duquel le Protocole a été conclu;

Considérant qu'il est souhaitable d'amender le Protocole aux fins d'harmonisation avec la Convention amendée;

sont convenues d'amender le Protocole comme suit:

Article I

Remplacer les paragraphes de préambule du Protocole par le texte suivant:

«Considérant la Convention, portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) ouverte à la signature à Paris le 15 juillet 1982, telle qu'elle est amendée, et, notamment, l'article xii, c), de la Convention amendée;

Notant que l'Organisation a conclu un Accord de siège avec le Gouvernement français;

Considérant que l'objet du présent Protocole est de faciliter la réalisation de l'objectif de l'Organisation et de garantir la bonne exécution de ses fonctions;»

Article II

Article 1, «Définitions» — Remplacer par le texte suivant:

«Définitions

Aux fins du présent Protocole:

a) Le terme 'Convention' désigne la Convention portant création de l'Organisation européenne

- de télécommunications par satellite, y compris ses annexes, ouverte à la signature à Paris le 15 juillet 1982;
- b) L'expression 'Partie à la Convention' désigne un Etat à l'égard duquel la Convention est entrée en vigueur;
- c) L'expression 'Partie abritant le siège' désigne la Partie à la Convention sur le territoire de laquelle l'Organisation a établi son siège;
- d) L'expression 'Partie au Protocole' désigne un Etat à l'égard duquel le présent Protocole, ou le Protocole amendé, selon le cas, est entré en vigueur;
- e) L'expression 'membre du personnel' désigne le Secrétaire exécutif et toute personne employée à plein temps par EUTELSAT et soumise à son statut du personnel;
- f) Le terme 'représentants', dans le cas des Parties au Protocole et de la Partie, abritant le siège, désigne les représentants auprès d'EUTELSAT comprenant les chefs de délégation, suppléants et conseillers;
- g) Le terme 'archives' désigne tous les dossiers appartenant à EUTELSAT ou détenus par elle, tels que les manuscrits, la correspondance, les documents, les photographies, les films, les enregistrements optiques et magnétiques, les enregistrements de données, les représentations graphiques et les programmes informatiques;
- h) L'expression 'activités officielles' d'EUTELSAT désigne les activités menées par l'Organisation dans le cadre de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans la Convention, y compris ses activités administratives;
- i) Le terme 'expert' désigne une personne autre qu'un membre du personnel nommée pour exécuter une tâche précise pour le compte ou au nom d'EUTELSAT et aux frais de cette dernière;
- j) Le terme 'biens' désigne tout ce qui peut faire l'objet d'un droit de propriété, y compris les droits contractuels;
- k) L'expression 'Secrétaire exécutif' désigne le Secrétaire exécutif d'EUTELSAT.»

Article III

Article 3, «Immunité de juridiction et d'exécution d'EUTELSAT» — Remplacer par le texte suivant:

«Immunité de juridiction et d'exécution de l'Organisation

1) A moins d'avoir renoncé expressément à son immunité dans un cas particulier, EUTELSAT bénéficie, dans l'exercice de ses activités officielles, de l'immunité de juridiction, sauf dans les cas suivants:

- a) Toutes activités commerciales;
- b) Lorsqu'une action civile est intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule automobile ou tout autre moyen de transport appartenant à EUTELSAT ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction

à la réglementation routière intéressant le véhicule ou le moyen de transport précité;

- c) Pour la saisie, en exécution d'une décision juridictionnelle sans appel, des traitements et émoluments, y compris les droits à pensions, dus par EUTELSAT à un membre ou à un ancien membre du personnel;
- d) Dans le cas d'une demande reconventionnelle directement liée à une action judiciaire intentée par EUTELSAT;
- e) Pour l'exécution d'une décision arbitrale rendue en vertu de l'article xv de la Convention.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), aucune action ayant trait aux droits et obligations en vertu de la Convention ne peut être intentée contre EUTELSAT devant les tribunaux des Parties au présent Protocole par des Parties à la Convention ou des personnes agissant en leur nom, ou faisant valoir des droits cédés par elles.

3) Les biens et l'actif d'EUTELSAT, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de toute perquisition, contrainte, réquisition, saisie, confiscation, expropriation, mise sous séquestre ou de toute autre forme d'exécution, que ce soit par décision exécutoire, administrative ou judiciaire, sauf lorsqu'il s'agit:

- a) D'une saisie ou d'une exécution opérée en application d'une décision juridictionnelle sans appel prononcée dans le cadre de toute action intentée contre EUTELSAT en application du paragraphe 1);
- b) De toute mesure prise conformément à la législation de l'Etat intéressé lorsqu'elle est temporairement nécessaire à la prévention des accidents qui mettent en cause des véhicules automobiles ou d'autres moyens de transport appartenant à EUTELSAT ou circulant pour son compte, ainsi qu'à l'enquête dont ces accidents font l'objet;
- c) D'une expropriation de biens immobiliers pour cause d'utilité publique, et sous réserve du prompt paiement d'une indemnité équitable, à condition que la dite expropriation ne porte pas préjudice aux fonctions et activités d'EUTELSAT.»

Article IV

Article 4, «Dispositions fiscales et douanières» — Le texte est amendé comme suit:

- 1) Supprimer les paragraphes 3) et 8);
- 2) Renuméroter les paragraphes restants de 1) à 6).

Article V

Article 8, «Représentants des Signataires» — Supprimer.

Article VI

Article 10, «Directeur général» — Le texte est amendé comme suit:

Supprimer l'expression «Directeur général» partout où elle apparaît, et remplacer par «Secrétaire exécutif».

Article VII

Article 13, «Notification des noms des membres du personnel et des experts» — Le texte est amendé comme suit:

Supprimer l'expression «Directeur général» et remplacer par «Secrétaire exécutif».

Article VIII

Article 14, «Renonciation» — Remplacer par le texte suivant:

«Renonciation

1) Les privilèges, exemptions et immunités prévus dans le présent Protocole sont accordés aux personnes qui en bénéficient non pas en vue de leur avantage personnel, mais dans le but de leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs fonctions officielles.

2) Si, de l'avis des autorités mentionnées ci-après, les privilèges et immunités sont de nature à entraver l'action de la justice et dans tous les cas où ils peuvent être levés sans compromettre les buts pour lesquels ils ont été accordés, ces autorités ont le droit et le devoir de lever ces privilèges et immunités:

- a) Les Parties au Protocole, pour ce qui est de leurs représentants;
- b) L'Assemblée, convoquée, le cas échéant, en session extraordinaire, pour ce qui est d'EUTELSAT ou du Secrétaire exécutif;
- c) Le Secrétaire exécutif, pour ce qui est des membres du personnel et des experts.»

Article IX

Article 18, «Règlement des différends» — Du fait de la nouvelle numérotation, le texte est amendé comme suit:

Remplacer «article XX» par «article XV».

Article X

Article 19, «Clause d'arbitrage dans les contrats écrits» — Le texte est amendé comme suit:

Remplacer «Directeur général» par «Secrétaire exécutif».

Article XI

Article 20, «Règlement des différends relatifs aux dommages, à la responsabilité non contractuelle ou aux membres du personnel ou experts» — Le texte est amendé comme suit:

Remplacer «article XX» par «article XV».

Article XII

Article 22, «Signature, ratification, adhésion et réserves» — Le texte est amendé comme suit:

Au paragraphe 3, remplacer «article 25» par «article 24».

Article XIII

Article 23, «Entrée en vigueur et durée du Protocole» — Le texte est amendé comme suit:

Remplacer «article 22» par «article 24».

Article XIV

Article 24, «Entrée en vigueur et durée à l'égard d'un Etat» — Le texte est amendé comme suit:

Remplacer «article 22» par «article 24».

Article XV

Article 25, «Dépositaire» — Le texte est amendé comme suit:

Remplacer «Directeur général» par «Secrétaire exécutif».

Article XVI

Tous les articles à partir de l'article 9 sont renumérotés suite à la suppression de l'article 8.

Clauses finales

Article XVII

Signature, ratification et adhésion

1) Le présent Accord portant amendement est ouvert à la signature, au siège d'EUTELSAT, du 1er mai 2000 au 31 décembre 2001.

2) Toutes les Parties à la Convention, autres que la Partie abritant le siège, peuvent devenir Parties au présent Accord portant amendement par:

- a) Signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- b) Signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) Adhésion.

3) La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt de l'instrument approprié auprès du Dépositaire.

4) Tout Etat qui est Partie au présent Accord portant amendement mais qui n'est pas Partie au Protocole est lié par les dispositions du Protocole tel qu'il est amendé par le présent Accord portant amendement au regard des autres Parties, mais il n'est pas lié par les dispositions du Protocole au regard des Etats Parties au Protocole seulement.

5) Des réserves au présent Accord portant amendement peuvent être faites conformément au droit international.

Article XVIII

Entrée en vigueur de l'Accord portant amendement

Le présent Accord portant amendement entre en vigueur le trentième jour suivant la date à laquelle deux Parties à la Convention remplissent les conditions prévues à l'article XVII, paragraphe 2).

Article XIX

Entrée en vigueur à l'égard d'un Etat

1) Le présent Accord portant amendement prend effet, à l'égard d'un Etat qui remplit les conditions de

l'article XVII, paragraphe 2) du présent Accord portant amendement après qu'il est entré en vigueur, le trentième jour suivant la date de signature ou de dépôt d'un instrument auprès du Dépositaire.

2) Tout Etat qui devient Partie au Protocole après l'entrée en vigueur du présent Accord portant amendement conformément aux dispositions de l'article XVIII est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant:

- a) Partie au Protocole tel qu'il est amendé; et
- b) Partie au Protocole non amendé au regard de toute Partie au Protocole qui n'est pas liée par le présent Accord portant amendement.

Article XX

Dépositaire

1) Le Secrétaire exécutif est le Dépositaire du présent Accord portant amendement.

2) Le Dépositaire informe, en particulier, toutes les Parties à la Convention au plus tôt:

- a) De toute signature du présent Accord portant amendement;
- b) Du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) De la date d'entrée en vigueur du présent Accord portant amendement;
- d) De toutes autres communications ayant trait au présent Accord portant amendement.


3) Lors de l'entrée en vigueur du présent Accord portant amendement, le Dépositaire transmet une copie certifiée conforme de l'original au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement et publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.


Article XXI

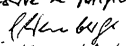
Textes faisant foi

Le présent Accord portant amendement est établi en un seul exemplaire en langues française et anglaise, ces deux textes faisant également foi, et est déposé auprès du Dépositaire qui en adresse une copie certifiée conforme à toutes les Parties à la Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord portant amendement.

Sans réserve de ratification

 Pour la Principauté
 de MONACO
 le 30 mai 2003

Sans réserve de ratification

 pour la Slovaquie
 le 12. Juin 2003

Sans réserve de ratification

 pour la République d'Autriche le 21. Juin 2003

ACORDO DE ALTERAÇÃO AO PROTOCOLO RELATIVO AOS PRIVILÉGIOS E IMUNIDADES DA ORGANIZAÇÃO EUROPEIA DE TELECOMUNICAÇÕES POR SATÉLITE (EUTELSAT).

Os Estados Partes no presente Acordo de Alteração ao Protocolo:

Sendo Partes na Convenção que criou a Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite (EUTELSAT), aberta à assinatura em Paris em 15 de Julho de 1982 («a Convenção»);

Sendo igualmente Partes no Protocolo Relativo aos Privilégios e Imunidades da Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite (EUTELSAT), celebrada em Paris em 13 de Fevereiro de 1987 («o Protocolo»);

Considerando que a Assembleia de Partes da EUTELSAT, na sua 26.ª Sessão, aprovou alterações à Convenção para reestruturação da EUTELSAT, incluindo alterações ao artigo XVII, c), na base do qual tinha também sido celebrado o Protocolo;

Considerando que é desejável alterar o Protocolo para assegurar a coerência do mesmo com a Convenção alterada;

acordaram alterar o Protocolo nos seguintes termos:

Artigo I

O preâmbulo do Protocolo é substituído pelo seguinte texto:

«Considerando a Convenção que criou a Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite, aberta à assinatura em Paris em 15 de Julho de 1982, as suas alterações, e em particular ao artigo XII, c), da Convenção alterada;

Considerando que a Organização celebrou um Acordo Sede com o Governo da República Francesa;

Considerando que a finalidade do Protocolo é facilitar a realização do objectivo da Organização e assegurar o eficiente desempenho das suas funções;»

Artigo II

Artigo 1.º, «Definições» — é substituído pelo texto seguinte:

«Definições

Para os efeitos do presente Protocolo:

- a) 'Convenção' designa a Convenção que criou a Organização Europeia de Telecomunicações por Satélite, incluindo os seus anexos, aberta à assinatura em Paris em 15 de Julho de 1982;
- b) 'Parte na Convenção' designa um Estado relativamente ao qual a Convenção se encontra em vigor;
- c) 'Parte Sede' designa o Estado em cujo território a Organização instalou a sua sede;
- d) 'Parte no Protocolo' designa um Estado relativamente ao qual o presente Protocolo, ou as suas alterações, conforme o caso, se encontram em vigor;

- e) ‘Membro do pessoal’ designa o Secretário Executivo e qualquer outra pessoa contratada a tempo inteiro pela EUTELSAT e sujeita ao estatuto de pessoal;
- f) ‘Representantes’ designa os representantes das Partes no Protocolo e da Parte Sede junto da EUTELSAT, incluindo os chefes de delegação e os seus substitutos e conselheiros;
- g) ‘Arquivos’ designa todo o conjunto de registos pertencentes à EUTELSAT ou que se encontrem em seu poder, tais como manuscritos, correspondência, documentos, fotografias, filmes, gravações ópticas e magnéticas, gravações de dados, representações gráficas e programas informáticos;
- h) ‘Actividades oficiais’ da EUTELSAT designa as actividades levadas a cabo pela Organização no âmbito dos seus objectivos, nos termos definidos na Convenção, incluindo as suas actividades administrativas;
- i) ‘Perito’ designa a pessoa, que não um membro do quadro, nomeada para desempenhar uma missão específica por, ou em nome, da EUTELSAT e a expensas desta;
- j) ‘Bens’ designa tudo quanto possa ser objecto de um direito de propriedade, incluindo direitos contratuais;
- k) ‘Secretário Executivo’ designa o Secretário Executivo da EUTELSAT.»

Artigo III

Artigo 3.º, «Imunidade de jurisdição e execução da EUTELSAT» — é substituído pelo seguinte texto:

«Imunidade de jurisdição e de execução da Organização

1) Salvo expressa renúncia num caso específico, a EUTELSAT gozará, no âmbito das suas actividades oficiais, de imunidade de jurisdição, excepto nos seguintes casos:

- a) Em quaisquer actividades comerciais;
- b) Em caso de acção cível intentada por terceiros, por danos resultantes de acidente causado por um veículo motorizado ou outro meio de transporte pertencente ou operado por conta da EUTELSAT, ou em caso de infracção aos regulamentos de trânsito envolvendo tais meios de transporte;
- c) Em caso de penhora ordenada em execução de sentença judicial transitada em julgado dos salários e emolumentos, incluindo pensões de reforma, devidos pela EUTELSAT a um membro do seu pessoal, ou a um antigo membro do seu pessoal;
- d) Em caso de um pedido reconvenicional, directamente relacionado com um processo judicial intentado pela EUTELSAT;
- e) Em caso de execução de decisão arbitral proferida ao abrigo do artigo xv da Convenção.

2) Sem prejuízo do parágrafo 1), nenhuma acção relativa a direitos e obrigações prevista na Convenção

poderá ser intentada contra a EUTELSAT nos tribunais das Partes no presente Protocolo, pelas Partes na Convenção ou por pessoas agindo em seu nome ou fazendo valer direitos cedidos por estas.

3) Independentemente da sua localização e de quem os detenha, os bens e as acções da EUTELSAT gozarão de imunidade relativamente a qualquer busca, arresto, requisição, apreensão, confisco, expropriação, penhora ou execução, na sequência de acção executiva, administrativa ou judicial, salvo tratando-se de:

- a) Penhora ordenada em execução de decisão judicial transitada em julgado, proferida no âmbito de qualquer acção intentada contra a EUTELSAT, nos termos do parágrafo 1);
- b) Qualquer medida adoptada em conformidade com a legislação do Estado interessado, que seja temporariamente necessária à prevenção e investigação de acidentes em que intervenham veículos motorizados ou outros meios de transporte pertencentes à EUTELSAT, ou utilizado em seu nome;
- c) Expropriação por utilidade pública de bens imóveis, mediante pronto pagamento de justa indemnização, desde que tal expropriação não prejudique o funcionamento e as operações da EUTELSAT.»

Artigo IV

Artigo 4.º, «Disposições fiscais e aduaneiras» — é alterado nos seguintes termos:

- 1) São suprimidos os parágrafos 3) e 8);
- 2) Os restantes parágrafos são renumerados de 1) a 6), respectivamente.

Artigo V

Artigo 8.º, «Representantes dos signatários» — é suprimido.

Artigo VI

Artigo 10.º, «Director-Geral» — é alterado nos seguintes termos:

As palavras «Director-Geral», sempre que surjam no texto, são eliminadas e substituídas pela expressão «Secretário Executivo».

Artigo VII

Artigo 13.º, «Notificação dos membros do pessoal e dos peritos» — é alterado nos seguintes termos:

As palavras «Director-Geral» são eliminadas e substituídas pela expressão «Secretário Executivo».

Artigo VIII

Artigo 14.º, «Cessação» — é alterado nos seguintes termos:

«Cessação

1) Os privilégios, isenções e imunidades previstos no presente Protocolo não são concedidos para efeitos de benefício pessoal de indivíduos, mas para permitir o desempenho eficiente das suas funções oficiais.

2) Se, no entender das autoridades abaixo mencionadas, os privilégios e imunidades forem susceptíveis de impedir a acção da justiça, e em todos os casos em que possam ser retirados sem comprometer os objectivos para os quais foram concedidos, as autoridades têm o direito e o dever de revogar estes privilégios e imunidades:

- a) As Partes do Protocolo, relativamente aos seus representantes;
- b) A Assembleia, reunida, se necessário, em sessão extraordinária, relativamente à EUTELSAT ou ao Secretário Executivo;
- c) O Secretário Executivo, relativamente aos membros do pessoal e aos peritos.»

Artigo IX

Artigo 18.º, «Resolução de litígios» — é renumerado e alterado nos seguintes termos:

As palavras «artigo xx» são substituídas por «artigo xv».

Artigo X

Artigo 19.º, «Cláusula de arbitragem em contratos escritos» — é alterada nos seguintes termos:

As palavras «Director-Geral» são substituídas por «Secretário Executivo».

Artigo XI

Artigo 20.º, «Resolução de litígios relativos a danos, responsabilidade extracontratual ou a membros do pessoal ou peritos» — é alterado nos seguintes termos:

As palavras «artigo xx» são substituídas por «artigo xv».

Artigo XII

Artigo 22.º, «Assinatura, ratificações, adesão e reservas» — é alterado nos seguintes termos:

No parágrafo 3), a referência ao «artigo 25.º» é substituída por uma referência ao «artigo 24.º».

Artigo XIII

Artigo 23.º, «Entrada em vigor e duração do protocolo» — é alterado nos seguintes termos:

A referência ao «artigo 22.º» é substituída por uma referência ao «artigo 24.º».

Artigo XIV

Artigo 24.º, «Entrada em vigor e duração para um Estado» — é alterado nos seguintes termos:

A referência ao «artigo 22.º» é substituída por uma referência ao «artigo 24.º».

Artigo XV

Artigo 25.º, «Depositário» — é alterado nos seguintes termos:

A referência ao «Director-Geral» é substituída por uma referência ao «Secretário Executivo».

Artigo XVI

Todos os artigos a partir do artigo 9.º em diante são renumerados em consequência da eliminação do artigo 8.º

Disposições finais

Artigo XVII

Assinatura, ratificação e adesão

1) O presente Acordo de Alteração estará aberto à assinatura na sede da EUTELSAT a partir de 1 de Maio de 2000 até 31 de Dezembro de 2001.

2) Todas as Partes na Convenção, para além da Parte Sede, podem tornar-se Partes deste Acordo de Alteração através de:

- a) Assinatura não sujeita a ratificação, aceitação ou aprovação; ou
- b) Assinatura sujeita a ratificação, aceitação ou aprovação, seguida da ratificação, aceitação ou aprovação; ou
- c) Adesão.

3) A ratificação, aceitação, aprovação ou adesão serão efectuadas pelo depósito do instrumento apropriado junto do Depositário.

4) Um Estado que seja Parte neste Acordo de Alteração, mas não seja Parte no Protocolo, ficará vinculado às disposições do Protocolo alteradas pelo Acordo de Alteração relativamente às Partes deste, mas não ficará vinculado às disposições do Protocolo relativamente a Estados Partes apenas no Protocolo.

5) Poderão ser feitas reservas ao presente Acordo de Alteração em conformidade com o direito internacional.

Artigo XVIII

Entrada em vigor do Acordo de Alteração

O presente Acordo de Alteração entrará em vigor no 30.º dia após a data em que duas Partes na Convenção tenham cumprido os requisitos do parágrafo 2) do artigo xvii.

Artigo XIX

Entrada em vigor relativamente a um Estado

1) Para um Estado que tenha cumprido os requisitos do parágrafo 2) do artigo xvii após a data de entrada em vigor do presente Acordo de Alteração, este entrará em vigor no 30.º dia subsequente à data da respectiva assinatura ou do depósito de tal instrumento junto do Depositário.

2) Qualquer Estado que se torne Parte no Protocolo após a entrada em vigor do presente Acordo de Alteração, nos termos do artigo xviii, será, na falta de manifestação em contrário por parte de tal Estado:

- a) Considerado como Parte no Protocolo alterado; e
- b) Considerado como Parte no Protocolo inicial, relativamente a qualquer Parte no Protocolo não vinculada pelo presente Acordo de Alteração.

Artigo XX

Depositário

1) O Secretário Executivo será o Depositário do presente Acordo de Alteração.

2) O Depositário deverá, em particular, notificar prontamente todas as Partes na Convenção do seguinte:

- a) De qualquer assinatura do Acordo de Alteração;
- b) Do depósito de qualquer instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão;
- c) Da data de entrada em vigor do presente Acordo de Alteração;
- d) De quaisquer outras comunicações relacionadas com o Acordo de Alteração.

3) Após a entrada em vigor do presente Acordo de Alteração, o Depositário remeterá uma cópia autenticada do original ao Secretariado das Nações Unidas para efeitos de registo e de publicação, em conformidade com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas.

Artigo XXI

Textos autênticos

O presente Acordo de Alteração é feito num único original, em inglês e francês, sendo ambos os textos igualmente autênticos e será depositado junto do Depositário, que enviará uma cópia certificada para cada uma das Partes na Convenção.

Em testemunho do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para o efeito pelos respectivos Governos, assinaram o presente Acordo de Alteração.

Sujeito a ratificação.

30 de Maio de 2000. — Pelo Principado do Mónaco, *J. Pastorelli*.

Sujeito a ratificação.

12 de Junho de 2001. — Pela Eslováquia, *V. Valach*.

Resolução da Assembleia da República n.º 66/2003

Aprova a Convenção entre a República Portuguesa e a República Islâmica do Paquistão para Evitar a Dupla Tributação e Prevenir a Evasão Fiscal em Matéria de Impostos sobre o Rendimento e Respectivo Protocolo, assinados em Lisboa em 23 de Junho de 2000.

A Assembleia da República resolve, nos termos da alínea i) do artigo 161.º e do n.º 5 do artigo 166.º da Constituição, aprovar a Convenção entre a República Portuguesa e a República Islâmica do Paquistão para Evitar a Dupla Tributação e Prevenir a Evasão Fiscal em Matéria de Impostos sobre o Rendimento e Respectivo Protocolo, assinados em Lisboa em 23 de Junho de 2000, cujos textos, nas versões autenticadas nas lín-

guas portuguesa e inglesa, são publicados em anexo à presente resolução.

Aprovada em 29 de Maio de 2003.

O Presidente da Assembleia da República, *João Bosco Mota Amaral*.

CONVENÇÃO ENTRE A REPÚBLICA PORTUGUESA E A REPÚBLICA ISLÂMICA DO PAQUISTÃO PARA EVITAR A DUPLA TRIBUTAÇÃO E PREVENIR A EVASÃO FISCAL EM MATÉRIA DE IMPOSTOS SOBRE O RENDIMENTO.

O Governo da República Portuguesa e o Governo da República Islâmica do Paquistão, desejando celebrar uma convenção para evitar a dupla tributação e prevenir a evasão fiscal em matéria de impostos sobre o rendimento, acordaram nas disposições seguintes:

Artigo 1.º

Pessoas visadas

Esta Convenção aplica-se às pessoas residentes de um ou de ambos os Estados Contratantes.

Artigo 2.º

Impostos visados

1 — Os impostos actuais a que esta Convenção se aplica são, nomeadamente:

a) No caso de Portugal:

- i) O imposto sobre o rendimento das pessoas singulares — IRS;
- ii) O imposto sobre o rendimento das pessoas colectivas — IRC;
- iii) A derrama;

(a seguir referidos pela designação de «imposto português»);

b) No caso do Paquistão:

- i) O imposto de rendimento (Income Tax);
- ii) O imposto de sobreposição (Super Tax); e
- iii) O imposto adicional (Surcharge);

(a seguir referidos pela designação de «imposto paquistanês»).

2 — A Convenção será também aplicável aos impostos de natureza idêntica ou similar que entrem em vigor posteriormente à data da assinatura da Convenção e que venham a acrescer ou a substituir os impostos referidos no n.º 1. As autoridades competentes dos Estados Contratantes comunicarão uma à outra as modificações importantes introduzidas nas respectivas legislações fiscais.